
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 12 juin 2023
Régulièrement convoqué le 02 juin 2023

Le 12 juin 2023 à 18 heures 30,

Le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Julien CORNILLET.

Présents (es) : Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Éric PHÉLIPPEAU, M. Laurent CHAUVÉAU, M. Jean-Michel GUALLAR, Mme Emeline MEHUKAJ, M. Cyril MANIN, Mme Fabienne MENOVAR, M. Chérif HEROUM, Mme Sylvie VERCHÈRE, Mme Pauline CABANE : Adjoints au Maire. M. Norbert GRAVES, Mme Anne BELLE, M. Jacques ROCCI, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Catherine MATSAERT, Mme Florence VINENT, Mme Vanessa VIAU, M. Julien DECORTE, M. Dorian PLUMEL, Mme Demet YEDILI (arrivée à la 000), M. Corentin CATELLA, M. Jean-Frédéric FABERT, M. Christophe ROISSAC, M. Karim BENSID-AHMED, Mme Cécile GILLET, M. Jacques SÉBILLE, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET

Pouvoirs : Mme Ghislaine SAVIN (pouvoir Mme Sylvie VERCHÈRE), Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir Mme Fabienne MENOVAR), M. Vincent PERROUX (pouvoir M. Éric PHÉLIPPEAU), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir Mme Marie-Christine MAGNANON), M. Nicolas DELOLY (pouvoir Mme Pauline CABANE), M. François COUTOS-THEVENOT (pouvoir M. Jean-Frédéric FABERT), M. Laurent MILAZZO (pouvoir M. Christophe ROISSAC), M. Laurent LANFRAY (pouvoir Mme Patricia BRUNEL-MAILLET),

Absent(e)s ou excusé(e)s : M. Jérôme BEAUTHEAC, M. Karim OUMEDDOUR, Mme Françoise CAPMAL

Secrétaire de Séance : Mme Emeline MEHUKAJ

2.01 – TABLEAU DES EMPLOIS – VILLE DE MONTÉLIMAR

Monsieur Julien CORNILLET, Maire, Rapporteur, expose à l'assemblée :

Il est rappelé que seule l'assemblée délibérante est seule compétente pour créer, supprimer ou modifier des emplois. À ce titre, la dernière modification du tableau des emplois de la ville de Montélimar a été présentée lors du Conseil municipal du 23 septembre 2021.

Aussi, et afin de tenir compte de l'évolution des postes de travail et des missions assurées, d'une part, et des changements de grade inhérents aux mobilités sur les postes vacants, d'autre part, il est proposé d'adopter un tableau des emplois précisant le type d'emploi ouvert, les grades minimum et maximum sur lesquels l'emploi peut être pourvu, ainsi que le nombre de postes ouverts et le service d'appartenance de l'emploi.

Le tableau des emplois est pour sa part mis à jour lors de chaque création ou suppression d'emploi par délibération du Conseil municipal, étant entendu que la suppression d'un emploi nécessite au préalable de recueillir l'avis du Comité Social Territorial.

Aussi, au vu du tableau des emplois adopté le 23 septembre 2021 et des modifications y afférentes, il est proposé de substituer le nouveau tableau des emplois au tableau des effectifs préexistant.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L2313-1, R2313-3, R2313-8,

Vu le Code général de la fonction publique, notamment son article L313-1,

Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n°84-53 susvisée,

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 12 mai 2023,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré, **À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS**

DÉCIDE :

- **D'APPROUVER** le tableau des effectifs de la Ville de Montélimar à compter du 1^{er} juillet 2023 selon document annexé à la présente délibération,
- **DE PRÉCISER** que les précédentes délibérations fixant le tableau des effectifs de la Ville de Montélimar sont abrogées à compter de l'entrée en vigueur de la présente,
- **DE PRÉCISER** que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant aux emplois et grades ainsi créés sont inscrits au budget de l'exercice en cours,
- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,

Ont signé les membres présents,

Suivent les signatures.

POUR EXPEDITION CONFORME

Fait en Mairie, le 13 juin 2023

Le Maire,
Julien CORNILLET



La secrétaire de séance
Emeline MEHUKAJ

